

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Plus de « travail » pour les groupes de travail

Beaucoup d'éloges et quelques plaintes, voilà qui résume bien la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture du 30 avril au 1^{er} mai, qui visait à passer en revue les trois premiers mois de la procédure des groupes de travail (GT) mise de l'avant par le président du groupe de négociation, l'ambassadeur Deep Ford (Guyana).

En bref, les Membres ont applaudi la franchise des discussions des GT, qui ont, selon eux, permis de mieux comprendre le spectre complet du dossier de l'agriculture. Cependant, compte tenu de leurs capacités techniques limitées, certaines petites délégations se sont plaintes de la fréquence et de la complexité des réunions.

On a aussi mentionné que le fait que certaines réunions se soient transformées en jeu de reproches, ciblant certains Membres (principalement des pays en développement), n'avait pas été constructif. Le groupe de négociation a tenu au total 17 réunions des GT entre janvier et avril :

- 5 sur le soutien interne (SI)
- 3 sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire (DSP)
- 2 sur l'accès aux marchés (AM)
- 2 sur le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS)
- 1 sur la concurrence à l'exportation (CE)
- 1 sur les restrictions à l'exportation (RE)
- 3 sur le coton

Transition vers une « phase axée sur la négociation »

Le processus a, selon l'ambassadeur Ford, « atteint son principal objectif », soit de susciter des échanges

plus informels et ouverts sur diverses questions posées par les coordonnateurs des GT. Le président prévoit maintenant ajuster le travail des trois prochains mois afin de tenir compte de la rétroaction des Membres sur le processus dans le but de « faire une transition progressive vers une phase plus intense davantage axée sur les négociations ».

Le calendrier des mois de mai à juillet se concentrera davantage sur des propositions pour lesquelles des éléments nouveaux ou mis à jour ont été déposés afin d'alimenter les discussions, ce qui devrait mener à des résultats qui prennent en considération les dispositions du traitement spécial et différencié (TSD), lesquelles ont été au cœur des dénonciations des États-Unis et de leur insistance sur la nécessité d'engager des réformes.

Pour le président, cependant, c'est précisément la raison pour laquelle les Membres « devraient accélérer doucement puis prendre le virage, pour ensuite possiblement s'engager sur la dernière ligne droite en direction de la ligne d'arrivée et atteindre l'objectif en temps opportun ». Et cet objectif demeure d'ailleurs le même : « avoir un aperçu des éléments et des options possibles afin que les délégués y réfléchissent durant la pause estivale », a souligné l'ambassadeur Ford.

À l'automne, les Membres seront invités à prendre part « à un processus orienté sur les résultats et possiblement à se servir de diverses réunions de haut niveau prévues dans la deuxième moitié de 2019 comme tremplin afin de progresser vers une convergence et de faciliter le processus de négociation », a écrit le président.

Trois options possibles

L'ambassadeur Ford a indiqué qu'il envisageait trois résultats non exclusifs possibles à ce processus menant à la 12^e conférence ministérielle (CM12) qui aura lieu à Astana (renommée Nur-Sultan en l'honneur de celui qui a été président du Kazakhstan pendant de longues années et qui a démissionné en mars dernier).

1. *Un résultat transparent* : l'option la plus facile des trois, et probablement la plus réaliste pour le moment.
2. *Un résultat substantiel progressif visant un équilibre, mais seulement sur un nombre restreint de sujets sélectionnés* : en d'autres mots, un ensemble d'enjeux qui pourrait inclure le coton, la DSP, certains éléments du soutien interne et peut-être un ou deux aspects de l'accès aux marchés.
3. *Un ensemble intégré de résultats substantiels et plus équilibrés portant sur divers sujets, c'est-à-dire avec des résultats dans les trois piliers des négociations sur l'agriculture (SI, AM et CE).*

Si la troisième option mène tout droit au désastre, certains représentants officiels croient que la deuxième option pourrait être faisable étant donné que, jusqu'à présent, les enjeux qui obtiennent le plus de soutien pour Nur-Sultan sont le SI, la DSP et le coton.

Même si le président a inclus un ou deux aspects de l'AM dans sa deuxième option, l'enjeu est généralement perçu comme étant « très laborieux » en raison de sa complexité, ce qui permet difficilement d'imaginer tout progrès substantiel à court terme. « Beaucoup de travail devra être fait pour réaliser des progrès dans ce domaine conformément à l'échéancier actuel », a souligné l'ambassadeur Ford.

Les États-Unis, la Russie et certains membres du Groupe de Cairns (l'Australie, la Nouvelle-Zélande ainsi que certains pays de l'Amérique latine comme l'Uruguay et le Paraguay) font partie des quelques pays qui militent en faveur de l'accès aux marchés. Bien que les États-Unis n'aient pas précisé ce qu'ils veulent exactement dans ce domaine des pourparlers, les membres du Groupe de Cairns ont mentionné que les crêtes tarifaires, la progressivité tarifaire, la simplification des tarifs et l'administration des contingents tarifaires (CT) sont des enjeux prioritaires. La Russie a quant à elle appelé les Membres à éliminer les mesures de sauvegarde spéciales pour l'agriculture.

Qui plus est, la question des liens, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du secteur agricole, a émergé en tant que problème. Alors que certains ont émis des mises en garde à ce sujet, d'autres ont établi des liens entre les résultats relatifs à l'accès aux marchés pour les produits agricoles, par exemple, et les pourparlers sur les services et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA).

Le seul domaine qui semble faire l'unanimité auprès des Membres est celui des restrictions à l'exportation, qui constituerait potentiellement un résultat crédible à la CM12, puisque plusieurs délégués appuient l'exonération proposée de l'application des restrictions à l'exportation pour les aliments achetés à des fins humanitaires non commerciales par le Programme alimentaire mondial.

« Je suis pleinement conscient des obstacles auxquels nous faisons face, mais je demeure persuadé que nous devons intensifier notre engagement pour atteindre notre objectif collectif », a conclu l'ambassadeur Ford.

Genève en bref est publié une fois par mois par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada, les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada et les Producteurs d'œufs du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement en matière d'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : producteurslaitiers.ca, producteursdepoulet.ca, producteursdoeufs.ca, leseleveursdedindonducanada.ca, chep-pois.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

